

ROYALISTE CRYPTO-FASCISTE,  
FELIBRE TOMBANT EN POUSSIÈRE,  
INDEPENDANTISTE POSEUR DE BOMBES ?

## **PLAIDOYER CONTRE LE REGIONALISME POUR UNE EUROPE FEDERALE DES REGIONS**

La complexité chère à Edgar Morin est maintenant une réalité tangible, les dogmes simplificateurs et générateurs d'intolérance n'opèrent plus sur des sociétés de plus en plus stratifiées et pour le moins sceptiques. A tel point que même les "grandes" églises, devenues les gardiennes par excellence de la vérité révélée, sont traversées de courants contraires. Le travail en tant que générateur privilégié de plus-value est fondamentalement mis en cause et, par la même occasion, sa capacité à structurer les sociétés. Le temps est venu de "trouver autre chose" et il ne paraît pas scandaleux de tenter de substituer au "bosse et tais-toi" un beaucoup plus intéressant "occupe-toi de tes propres affaires". En somme, l'émergence de la complexité en tant que telle dans le domaine de la vie sociale, appelle non seulement un développement, mais un épanouissement de la pratique démocratique qui devrait être amenée à structurer les sociétés modernes. On sait cependant bien tous les pièges que recouvre ce seul vocable de "démocratie"... D'où la nécessité d'une sorte de retour aux bases sociales.

### **L'individualité dans la société**

Chaque être humain est à la jonction de deux domaines distincts et qui lui sont propres, à charge pour lui d'en gérer l'intersection. L'un de ces domaines est celui de son individualité, de son unicité qui fait qu'il ne sera jamais semblable à un autre. L'autre de ces domaines est celui de son identification sociale, son "être social", qui interfère sur le précédent, englobe tout ce qui le rattache, l'identifie à la société dont il est incapable de se passer. L'intersection de ces deux domaines est plus ou moins large selon le degré d'acceptation de la norme sociale, selon son degré d'acceptabilité aussi, c'est à dire selon l'adéquation de la normalisation aux aspirations d'épanouissement individuel. Cette intersection pourrait s'avérer vide dans deux cas pathologiques. Un individu qui rejetterait totalement la société, non par affectation langagière, mais en toute sincérité, ne pourrait que se trouver à l'article de la mort. Un individu qui aurait abdiqué entièrement toute aspiration personnelle pour se conformer strictement à la normalisation sociale n'est pas plus viable et se serait résolu, bien avant ce stade ultime, à une vie végétative sans autonomie.

### **Le codage culturel**

L'être humain est fondamentalement social : son individualité même ne se construit et n'a de sens que dans son rapport à la société. Cette individualité est fonction des multiples expériences de la vie, agréables ou désagréables, importantes aussi bien qu'anodines, que chacun est amené à faire. Il faut des dizaines d'années pour forger une individualité à peu près stable... Le premier apprentissage est celui de l'autonomie vitale, de la manière de vivre, au travers de la norme culturelle qui est naturellement proposée comme modèle par l'entourage. L'autonomie vitale n'est rien d'autre que la connaissance de ce qu'il y a lieu de faire, ou de ne pas faire, pour satisfaire aux besoins essentiels. Là dessus se greffent rapidement des notions plus complexes, plus ou moins consciemment apprises. Enfin, la société intervient politiquement pour apporter une culture structurée, par l'intermédiaire de son système éducatif. Ce processus doit avoir une qualité première :

permettre à l'individu d'apprendre à apprendre, à s'adapter, faute de quoi ça risque de n'être qu'un lavage de cerveau... Tout ceci sous-entend un cadre social homogène, supposant une certaine égalité des chances de développement et une raisonnable admissibilité des normes que la société impose en principe.

### **Ma culture et la tienne**

On peut passer d'une étroite connivence du groupe social proche, homogène, à une entente plus ou moins établie sur ce qui apparaît aux uns et aux autres comme essentiel et, au fur et à mesure que le cercle s'agrandit, en arriver à l'incompréhension entre cultures apparemment fort différentes. Les problèmes que cela pose se résolvent ou s'exaspèrent selon que la structure sociale est adaptative (peut-on simplement dire tolérante ?) ou au contraire sectaire, rigide, par manque de dynamisme vital. La structure sociale, la norme, est étroitement fonction des rapports de la société dans son ensemble, officiellement représentée par les institutions dont elle a hérité, avec chacun des individus qui la composent. C'est cela qui rend si précieuse une attitude de responsabilité individuelle pour le fonctionnement harmonieux de la société. La responsabilité individuelle, c'est le souci de l'harmonie du développement pour soi-même, dans le cadre social dont on sait qu'il est contraignant autant qu'il est nécessaire. Cette conscience partagée assure l'harmonie du développement social, alors qu'une attitude brutale, provocante, est inévitablement perçue comme une agression déstabilisante qui se propage à coup sûr. Le noyau social le plus proche est le plus important, puisqu'il conditionne les modalités de la vie quotidienne. Au fur et à mesure que le champ social s'élargit, les problèmes se posent de plus en plus en termes généraux de choix politiques dont la maîtrise peut être obtenue par un fonctionnement fédératif ascendant, recherchant l'unité dans le respect des différences.

### **Culture multiforme, pouvoir de l'argent et uniformité**

Ceci est la description d'un monde qui se soucierait du devenir de ses individus pour leur offrir la plus grande autonomie, les plus grandes chances d'épanouissement en mettant en avant les cultures, non pas pour faire de leurs différenciations un motif de rejet, mais au contraire une raison d'enrichissement de tous. Le problème tend aujourd'hui à se poser différemment dans les milieux défavorisés. La logique du profit, bien que d'autant plus dévastatrice, y est à des années lumière et la société ne propose plus de norme raisonnable, ce qui pousse des individus jeunes à des attitudes non responsables dangereuses pour eux et pour la société. La culture, c'est tout ce qui participe à la vie, des choses les plus simples comme les goûts alimentaires déterminés par l'environnement, aux choses les plus complexes comme la création artistique. Ainsi, la culture, c'est la vie elle-même et tout ce qui tend à l'enfermer dans un cadre rigide est entreprise réactionnaire d'atteinte à la vie. On le constate dans ce que les institutions gouvernées par l'argent désignent par "culture" : il s'agit de marchandises mises sur le marché. Le processus de sélection de ces marchandises "rentables" n'est que trop évidemment l'occasion d'étouffer la culture vivante. Cette dernière se ressent, se caractérise à un moment donné, mais ne se fige pas : elle évolue par inter influences, elle vit. Cette conception est clairement opposée à la conception fasciste qui amène à ne se préoccuper de culture que pour l'enrégimenter, au sens militaire, dans un cadre étroit destiné à servir et préserver un pouvoir sans partage. C'est somme toute pousser jusqu'à la caricature le processus politique qui tend à définir une culture officielle, d'Etat, qui consiste à avantager tout ce qui arrange le pouvoir en laissant étouffer et mourir le reste. Dans le contexte fasciste, tout ce qui dépasse du cadre n'est pas laissé à l'abandon, mais résolument éliminé : c'est à l'opposé du développement individuel, social, culturel. Cette conception a cependant le mérite d'éclairer sans détours l'antithèse irréductible entre culture et pouvoir. Dans un cadre moins extrême on constate cependant aussi clairement l'étouffement culturel par les jeux colonialistes du pouvoir. Ainsi, pour prendre Marseille en exemple, la jeunesse bourgeoise s'applique à reproduire un modèle minimaliste "Mc-Do

Coca-Cola" où l'on parle si possible anglais, français à la rigueur, mais alors surtout sans accent... Au contraire, ce qui reste de culture populaire est vécu, entretenu, par les enfants d'immigrés nés à Marseille simplement parce que, eux, captent cette culture et la vivent, faute de « mieux » peut-être.

### **Mais où passe donc l'argent ?**

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Des Cités-Etats à la "mondialisation" en passant par les Etats-nations, en gros depuis cinq siècles l'argent et le principe de son accumulation structurent les sociétés, ont imposé comme une nécessité l'existence de pouvoirs aussi forts, autoritaires, que possible. La réussite est si parfaite qu'elle ne peut être que le signal du déclin, de la faillite. La tyrannique accumulation de capitaux a fait merveille. Selon "Manière de voir", n. 33, (Le Monde Diplomatique) la fortune des 358 personnes les plus riches de la planète est supérieure au revenu annuel des 45% d'habitants les plus pauvres, soit 2,6 milliards de personnes. Les revenus annuels estimés des organisations criminelles transnationales sont de l'ordre de 1000 milliards de dollars, ce qui équivaut au P.n.b. combiné des pays à faible revenu, qui comptent cinq milliards d'habitants... La spéculation ruine la planète entière : il n'y a plus de pays riches mais seulement des institutions autoritaires qui réussissent à régenter une politique planétaire qui, poussée au bout de sa logique, signifie simplement la fin de l'Humanité.

### **Et où est donc le pouvoir ?**

Régenter ce n'est pas forcément gouverner et il apparaît maintenant évident que les gouvernements des Etats-nations n'ont aucune marge de manœuvre, obligés qu'ils sont d'en passer par les caprices de la bourse pour tenter de demeurer les gardes-chiourmes du capital. Le pouvoir réel passe par les officines privées de notation des émetteurs d'obligations (les gouvernements sont devenus de grands emprunteurs). Le gouvernement mondial c'est, au-delà de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, Moody's (filiale du groupe d'information financière Dun and Bradstreet) et Standard and Poor's (filiale de Mc Graw Hill), officines privées en situation de monopole. Il y a bien eu des essais de solutions alternatives ; la grande force du capitalisme aura été d'imposer sa conception d'un pouvoir diffus, aussi difficile à matérialiser qu'il est écrasant. Un pouvoir socialiste reste un pouvoir et, même si son objectif déclaré est de faire le bien de ses sujets, c'est sans eux donc inévitablement contre eux. C'est donc le système le plus apte à déployer à grande échelle un autoritarisme feutré et une activité maffieuse subtilement organisée qui l'a emporté...

### **De l'individu-marchandise...**

Le "libéralisme" économique pousse à employer tous les moyens pour se vendre, pour vendre. Il existe des officines "conseils en conquête et fidélisation de clientèle" qui font même de la publicité par voies officielles... Ce qui peut apparaître comme une déviation spécifique au monde des affaires a en fait imprégné toute la société. On ne trouve plus personne qui soit prêt à écouter l'autre, tout le monde essaie d'imposer son propre point de vue, autant que possible en utilisant les technologies modernes élevées au rang de preuves de sérieux en soi. Or la parole, le message, se pervertit, se corrompt du fait de sa diffusion par des procédés manipulatoires qui sont un défi à l'humanité tout entière. Ces procédés manipulatoires prétendent trouver leur justification éthique dans le fait qu'ils servent "la bonne cause", celle de la marchandise, en somme. Ils agressent l'individu dans sa sensibilité, instillent à forte dose un individualisme fou aux termes duquel chacun est le meilleur ou bien n'a plus que le devoir de crever. Et il se trouve encore des gens pour admirer le charme démagogique de la publicité... Le phénomène prend des proportions alarmantes quand on se rend compte que l'argent des grands groupes mondiaux est en train

d'investir "la toile", autrement dit le réseau Internet, de manière à y imposer sa loi marchande en même temps qu'une standardisation technologique avec la télévision et la nullité sans fond qui lui est, sauf exceptions, imposée par voie d'audimat, d'impact de la publicité. Les idées, les opinions, les goûts sont fabriqués de manière à vendre ce que l'on trouve profitable de produire. Si l'audimat fournit une "mesure" des préférences des téléspectateurs, il ne donne par contre aucune indication sur la proportion grandissante de la population qui renonce à trouver un quelconque intérêt aux programmes proposés.

### **...A l'unipensée**

Le simplisme assassin a déjà fait des progrès monstrueux. On voit les milieux "intellectuels" contaminés par des idées mortifères dignes du fascisme, telle que : "tout se vend, tout s'achète", oui, tout ce qui est mis sur le marché ! Ou encore "sur Internet, on trouve tout"... certes, tout ce qu'on y a mis, y compris ce que la lie de l'humanité a tout loisir d'y faire circuler. Que reste-t-il donc à d'indécrottables idéalistes qui prétendent encore se préoccuper de l'Homme d'abord ? L'asile psychiatrique en toute démocratie, une balle dans la tête en tout fascisme. Il est pourtant évident que ce qui avilit l'Homme détruit la société.

### **Jusqu'à l'école !**

La société est actuellement en panne de moyens d'aculturation. L'intérêt à court terme du capital est d'une part d'éviter les dépenses non rentables à terme rapproché (on ne pourrait pas en dire de même à long terme) et d'autre part de s'assurer une masse de manœuvre d'individus peu qualifiés, peu cultivés, peu aptes à mettre en cause le système. De ce point de vue, la réussite est totale. L'école publique ressemble beaucoup plus à une prison qu'à une institution se vouant au développement individuel des enfants qui lui sont confiés. Réduction des effectifs d'enseignants, réformes continues des contenus des enseignements, baisse des exigences culturelles qui va de pair avec une complète désadéquation des méthodes d'enseignement. L'école est devenue une bulle à part de la société. Les enseignants, coupés des réalités sociales multiples, à part quelques uns qui s'y heurtent de plein fouet, rendus inaptes à une réflexion collective, jouent un rôle néfaste de dépistage des faiblesses, d'élimination. Pourtant l'enseignement est assuré par des individus généralement de très bonne volonté. Cependant, confrontés à la nécessité programmatique d'imposer le respect d'une normalité qui n'a plus cours, nombre d'entre eux sont envahis par un doute déstabilisant qui leur dicte la fuite plutôt qu'il ne leur inspire la responsabilité. Il ne se trouve quasiment plus personne pour se poser la question de la nature des connaissances qui seront utiles dans dix ou vingt ans ; d'ailleurs, la lourdeur de l'administration étoufferait la réponse... De toute façon, l'éclatement de la société, les handicaps accumulés de plus en plus tôt bloquent la situation. C'est ce à quoi conduit le principe républicain d'égalité entendu comme égalité de traitement. L'égalité devant la culture, le développement individuel, c'est l'égalité des chances dont la préservation implique primordialement la diversification des moyens d'éducation. L'intelligence revêt manifestement des formes multiples qui font assimiler la connaissance de mille façons différentes. En France, le principe républicain d'égalité formelle est un défi à l'intelligence : au lieu de combattre les inégalités, on décrète une égalité à priori... Ce qui est extraordinairement faux, non pas en vertu de dons que certains possèderaient, mais à cause des trop grandes disparités sociales qui font vivre les gens comme dans des mondes séparés, avec des différences de cultures, de mentalités extraordinaires. Le système d'enseignement est devenu complètement inopérant. Même le très contestable rôle d'assimilation qui a longtemps masqué le problème par ses "vertus" d'uniformisation, fait maintenant défaut. Ne s'en sortent à peu près que les enfants à qui leur position sociale permet de se cultiver par ailleurs, au besoin dans les bonnes écoles privées. Ce constat d'échec induit des conséquences d'autant plus graves que la société s'émiette, se fragmente toujours plus. On en est arrivé à un point tel qu'il serait

parfaitement illusoire d'espérer redresser la situation au moyen d'une réforme de plus. C'est ce qui incite à considérer avec beaucoup d'intérêt les expériences d'écoles bilingues (Calandretas en Occitanie) qui fonctionnent sur un principe fort différent. Mais cela à condition qu'elles ne se lient pas de trop près à l'Education nationale de manière à ne pas reproduire ses errements.

### **Où il est prouvé que le monolinguisme est un handicap**

Le principe pédagogique des écoles bilingues, actif, associatif et coopératif, est d'une efficacité remarquable. Le "bain linguistique" qui consiste à passer une première année scolaire exclusivement avec une autre langue permet à l'enfant de pratiquer couramment deux langues sans apprentissage scolaire formalisé. L'enseignement se poursuit en bilingue équilibré en respectant les programmes de l'Education nationale, ce qui ne signifie pas s'y limiter. Il y a déjà là de quoi éviter sans effort le handicap intellectuel du monolinguisme opaque des Français. Ouverture d'esprit loin d'être négligeable, mais l'avantage ne s'arrête pas là. La mise au point de méthodes innovantes d'enseignement des langues permet d'envisager un apprentissage d'abord "global" des langues latines sur la base de leurs similitudes. Et l'on sait bien que les gens polyglottes sont capables d'acquérir une nouvelle langue avec une facilité enviable. Il y a là non seulement un processus d'ouverture de l'esprit, de développement de l'intelligence qui profite à la culture en général, mais aussi un pari sur l'avenir qui ne manque pas d'intérêt. Les échanges mondiaux sont de plus en plus notre quotidien. L'usage de l'anglais basique n'est que l'avatar d'une domination militaire et économique dont rien ne dit qu'elle sera éternelle et dont on espère plutôt qu'elle cessera avant d'avoir changé l'Humanité en armée de robots. Pour des raisons multiples, l'avenir appartient non pas aux anglo-balbutiants mais aux polyglottes. Et pourtant, encore heureux que la loi de l'Etat français n'interdise pas formellement ce genre d'enseignement : pour le pratiquer, il faut cependant lutter pied à pied pour en acquérir les moyens et être administrativement reconnus.

### **Les ravages de la spécialisation**

Les chemins de la transmission culturelle se perdent d'autant plus rapidement que toute l'activité humaine, y compris la plus proche des nécessités vitales comme l'alimentation par exemple, sont parcellisées, industrialisées, "spécialisées", ce qui détruit la culture individuelle en rapport avec l'environnement. Le reste est déjà parti avec l'éclatement de la famille traditionnelle et le blocage de toute communication interne si souvent observé face à la télévision. Paradoxalement la communication externe est elle aussi coupée par un repli sur le noyau résiduel de la famille.

### **Et la vie virtuelle**

La télévision ne se contente pas d'interdire l'échange, la communication dans la cellule familiale, de substituer à l'information un flot rapide d'images d'origine incontrôlée. Elle donne l'habitude de voir tout et n'importe quoi, la violence banalisée, le mensonge, les images trafiquées, sans la moindre analyse : elle crée une sorte d'espace virtuel où tout est possible et facile, puisqu'il n'y a pas d'action individuelle, pas de responsabilité. La pratique du "zapping" déstructure la logique de pensée. La vie par procuration donne une importance inimaginable à des modèles d'identification lancés sur le marché comme des savonnettes : des vedettes apparaissent et sont consacrées idoles sans apporter rien à la société. Au même titre que les séries à l'eau de rose, elles fournissent une sorte d'exutoire à l'insupportable médiocrité de la vie réelle.

## **Démocratie ? Classe politique et chèque en blanc...**

Qui, au niveau des responsabilités sociales, se préoccupe de tout cela ? La délégation de pouvoir a fait tous les ravages possibles. S'étant habitués à voter et c'est tout, les "citoyens" ont de plus en plus tendance à s'abstenir, persuadés qu'ils sont, et hélas à juste titre, que cela ne sert à rien, que les choses se déterminent à un autre niveau auquel ils n'ont aucun accès ; pour commencer, là où il est très simple d'étouffer par l'argent (ou son manque...) tout courant de pensée non conforme, tout ce qui apporterait un point de vue neuf, une autre analyse. C'est en ce sens qu'il est parfaitement justifié de parler de pensée unique et c'est cela aussi le "village global". Il est également justifié de parler de "classe politique" car les politiciens qui sont sensés nous représenter entrent, sitôt élus, dans la sphère d'influence argent-pouvoir et n'ont nécessairement plus que deux préoccupations : en profiter personnellement au maximum et faire tout ce qu'il faut - et tout signifie réellement tout - pour demeurer élus, puisque l'élection est la seule obligation de fait que leur impose la "démocratie". Cet état des choses ne souffre que de rares, trop rares exceptions qui se situent essentiellement au niveau local. Une illustration éclairante est fournie par la démagogique prétention de légiférer pour imposer la parité de représentation entre hommes et femmes, à une époque où le caractère maffieux toujours plus prononcé du pouvoir fait baisser la proportion réelle des élues. Cela appelle plusieurs remarques. La première est que l'idéal à atteindre n'est probablement pas de faire partager le pouvoir par les femmes, mais bien d'amener les hommes à s'en détacher. On a l'exemple des rares femmes qui ont eu accès au pouvoir : elles se sont toujours comportées en chefs de clans comme leurs homologues masculins, ce qui n'est pas surprenant puisque c'est le pouvoir qui corrompt. C'est cependant vrai que la réalisation de cette utopie qui consisterait à instituer une parité légitime et non pas légale, serait un réjouissant coup de pied dans la fourmilière du pouvoir maffieux. De plus, ce serait un moyen intéressant pour éviter de rendre officielle par des textes - légaux mais non légitimes - la dualité de l'espèce humaine, établie du fait de la domination machiste. D'un autre côté, par inversion de logique, si l'on a l'intention de favoriser la responsabilité individuelle, on voit clairement que ce sont les niveaux municipal, régional et européen qu'il y a lieu de développer, car ce sont actuellement les plus aisément "dynamisables". Enfin, et pour faire court, on constate une fois de plus qu'excès de légalité équivaut décidément à insuffisance de légitimité. D'autant que la réalité oblige à noter que les "grandes" décisions politiques, les affrontements conceptuels gauche - droite, toutes ces choses dites déterminantes pour la nation, se déroulent à l'assemblée nationale entre quelques représentants du gouvernement et des partis : vingt, trente personnes seulement parfois. C'est la preuve pratique de ce que la "représentation nationale" n'a plus aucune efficacité réelle. Les choses se passent ailleurs, mais le pouvoir tient beaucoup à la pérennité du mythe pour sa propre préservation qu'il tente aussi d'assurer par une hypertrophie de l'activité législative.

### **Dangers de l'excès législatif**

A ce petit jeu, la frontière entre les pouvoirs législatif et exécutif s'efface. Seules subsistent les "tendances" maffieuses. La corruption ayant atteint tous les rouages du pouvoir exécutif, c'est le troisième corps, le judiciaire, qui tente de s'imposer. Moins la cohésion sociale est forte, plus on fait de lois et plus la rétorsion pénale a d'occasions et de raisons de s'exercer. Quand le pouvoir judiciaire devient l'arbitre des différends sociaux, c'est l'arbitraire qui menace. Les juges n'ont pas de réelle limitation : ils ne s'attaquent pas aux institutions mais à des individus et il n'y a personne en face d'eux qui soit en mesure de contrôler ou contester leur action. Sous le prétexte vertueux de lutte contre la corruption se révèle une autre forme de dictature. Le principe de séparation des pouvoirs se retourne alors contre la société dominée par une caste qui n'est pas pour autant exempte de luttes d'influence, prévarications, subornations.

### **Le centralisme, hélas...**

Il faut ajouter à cela le malaise grandissant qui atteint l'Etat français, traverse la classe politique et, hélas, une proportion non négligeable des "citoyens". Cela tient à une histoire maintenant longue, puisqu'elle remonte à l'absolutisme et au centralisme forcené de l'ancien régime, sa colonisation sans pitié des "provinces" pour forger un royaume français conquérant, agressif. De ce substrat d'évidente intolérance, la Révolution a pris le contre-pied tout aussi intolérant : elle a été l'occasion de grandes déclarations de principe, mais la réalité a été celle d'un enlèvement dans l'embourgeoisement marchand, toujours aussi centraliste, toujours aussi colonisateur à l'intérieur comme à l'extérieur. Le vice de fond de la république "une et indivisible" est dans la confusion volontaire et soigneusement entretenue entre nationalité et citoyenneté, credo du monolithisme dévastateur. La fédération fut envisagée et même fêtée. Elle dura ce que durent les roses et maintenant le 14 juillet est l'occasion des défilés militaires d'un pouvoir qui aimerait bien posséder toujours les moyens d'imposer au reste du monde son universalisme, c'est à dire sa supériorité affirmée comme un axiome. La fameuse "francophonie" en est un exemple édifiant.

### **...Raison de « l'exception française »**

L'école de la République a inculqué à des générations cet état d'esprit nationaliste étroit et conquérant. La France est le plus beau, le meilleur, le mieux organisé des pays du monde. Mais tout ce bel unanimisme uniformisant ne tient que sous la pression forte de l'Etat et cette pression est maintenant affaiblie par le manque de confiance flagrant envers les institutions (L'Etat de droit...), par la fragmentation sociale, par l'évolution psychologique des colonisés de l'intérieur et par l'institution européenne. L'Europe est à la fois l'utopie des autonomistes et le passage obligé du capital. Ce sont, pour une même entité, deux conceptions totalement opposées. Il n'en reste pas moins que l'Etat français est à la fois poussé à favoriser cette construction européenne dans le sens du capital et viscéralement opposé à celle-ci par nationalisme étroit. Au moins, si l'Europe se construisait sur le modèle insurpassable de l'universalisme français et adoptait le franc pour monnaie unique ! L'actuel débat à propos de la monnaie unique oppose les tenants d'un libéralisme marchand européen sans contraintes aux nostalgiques de l'Etat fort, de l'unité nationale. Ces derniers ont déjà perdu puisque les Etats ne contrôlent plus leurs Banques nationales et sont à la merci des "indicateurs boursiers" capables de les conforter comme de les défaire à coups de spéculations concertées. Parmi les tenants de l'Europe, celle des peuples et non pas du profit, on trouve tout un éventail de gens qui essaient d'envisager une ouverture sur l'avenir et dont le but est de fédérer des dynamiques sociales. Parmi ses détracteurs, celle du profit va sans dire, on trouve un éventail largement ouvert qui regroupe les nationalistes impénitents, des formations "de gauche" au Front national... Pour poser le problème différemment, on fait alors appel à cette notion spongieuse dite "exception française". On donne volontiers de celle-ci une définition qui sent le culte intégriste de la laïcité. Pourtant n'est-ce point l'uniformité castratrice que génère l'égalitarisme décrété ? Cela ne contribue ni à clarifier un débat d'idées que tout le monde a perdu de vue, ni à apaiser un malaise national particulièrement prégnant. Il est parfaitement normal que des contradictions existent et c'est même le bienvenu ferment de l'évolution. Rien jamais n'est parfaitement bon ni au contraire parfaitement mauvais, tout dépend de l'usage qu'en fait la société. Mais ce malaise larvé subsiste parce que son dépassement nécessiterait la mise en doute de dogmes acceptés comme naturels. C'est un frein social particulièrement dangereux et actuellement la France et l'Autriche, dans des contextes à la fois très différents et comparables (anciens empires), sont les Etats-nations de la petite Europe les plus proches de l'extrême droite. Il y a de quoi être horrifié à constater le progrès fulgurant des idées simplistes dictées par l'intolérance !

## **Le syndicalisme face aux mutations**

Cet essai de bilan serait par trop incomplet si l'on n'abordait pas le problème syndical qui est en fait lié à la place du travail dans la société. Le travail a structuré mentalement et matériellement des générations entières. Pour être un homme respectable, il fallait travailler, gagner sa vie et celle de sa femme (de ménage...) ; c'était une question à peu près uniquement de besoin matériel et de conscience "civique". Hélas, accompagnant la déification du profit, la révolution technologique est passée par-là, avec la possibilité qu'elle offre de faire exécuter un grand nombre de tâches répétitives, automatisables, par des asservissements et des systèmes informatisés. De plus, le développement effrayant des "médias" a permis d'optimiser selon les critères du profit les besoins sociaux : infra cultures, modes, idées téléguidées. Le libéralisme sauvage ne s'est pas privé d'exploiter cette donnée qu'il a contribué à faire passer dans le domaine de la réalité. Une machine travaille plus, sans contestation, laisse la voie libre au profit maximal. La grande industrie s'est peu à peu désengagée du terrain social direct. Il ne reste plus que la classe politique et... les syndicats pour faire semblant de croire encore en la possibilité de plein emploi. La réalité est celle de la fonte de l'emploi comme neige au soleil et la chasse aux chômeurs dans les statistiques tend à remplacer la lutte pour l'emploi, les taux de chômage élevés produisant toujours un effet déplorable.

### **Naissance de la Cgt...**

Dans d'autres pays, moins "exceptionnels" que la France, les organisations syndicales ont toujours eu et conservé un fort pourcentage d'adhérents. Peut-être précisément parce qu'elles apparaissent un peu comme des assurances sociales. En France au contraire, les multiples organisations, souvent de type anarchiste, mutualiste au départ, qui sont nées en réponse à l'exploitation des travailleurs du grand développement industriel, ont repris à leur compte et essayé de concrétiser les grands rêves, restés creux, engendrés par la Révolution. Quand une grande organisation ouvrière a vu le jour en 1895, la Confédération Générale du Travail, elle a fait sienne l'analyse marxiste du procès de production, position anticapitaliste qui lui a permis de faire preuve d'une grande clairvoyance sur le plan des rapports d'exploitation, mais l'a aussi amenée à devenir une sorte de double syndical du Parti communiste lorsque celui-ci s'est créé (1920). Elle avait confédéré à la fois des organisations professionnelles verticales, ayant "à la française" leurs têtes à Paris, et des organisations horizontales, Bourses du travail locales, structures régionales. L'organisation n'était pas des plus mauvaises dans le contexte français de l'époque. Mais le contenu idéologique ne pouvait qu'attirer les foudres des grands patrons de l'industrie qui se fixèrent donc pour tâche prioritaire de combattre ce syndicalisme anticapitaliste.

### **...Et des autres**

Il y eut les démêlés de l'Internationale socialiste, la division ouvrière à propos de "l'union sacrée" lors de l'affrontement franco-allemand devenu la première guerre mondiale. Tout cela a favorisé les desseins du patronat : la Cgt a éclaté en Cgt réformiste socialiste et Cgt "unifiée" marxiste. La réunification des deux courants a cependant lieu après la tempête. Six ans après la création du Parti communiste, en 1926, une action concertée du capital et du goupillon aboutit à la création de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (Cftc), conception du syndicalisme opposée à celle de la Cgt, à base confessionnelle celle-là. La Cftc s'est opposée au syndicalisme de classe jusqu'en 1964, date à laquelle elle s'est réduite à un groupuscule, le gros de ses troupes créant la Confédération Française Démocratique du Travail (Cfdt), abandonnant la référence confessionnelle pour proposer un syndicalisme alternatif, réactualisé, non marxiste, influencé par le Parti socialiste. Entre temps, à l'issue de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis, seuls vainqueurs au sens capitaliste du terme, ont fait financer par leur Cia une scission au sein de la Cgt à l'occasion



de leur grande offensive coloniale : Plan Marshall, soutien à De Gaulle contre la gauche, etc... Le noyau Cgt-Force Ouvrière, maintenant Fo, se détache de la Cgt, devenant rapidement le syndicat réformiste par excellence. A cette occasion, la Fédération Cgt de l'Education nationale, aux positions "de classe" aussi peu affirmées que de coutume, a pris son indépendance, devenant la Fédération de l'Education Nationale (Fen). Passons sur les divers avatars, syndicats corporatistes de cadres, etc... fortement encouragés par le patronat et qui lui ont rendu bien des services sans jamais atteindre à une représentativité notable.

### **La situation aujourd'hui**

L'exception française en ce domaine c'est une mosaïque d'organisations, toutes politisées, ne comptant qu'un faible nombre de militants. Certes, aux temps du plein emploi et du dynamisme de la classe ouvrière, quand sévissait la lutte des classes, cela suffisait à provoquer un phénomène d'entraînement et les travailleurs suivaient assez fidèlement les mots d'ordre syndicaux. D'autant que ces derniers avaient une cohérence certaine. Mais les choses ont changé beaucoup plus vite que les mentalités syndicales. La classe ouvrière s'est transformée et comme embrumée, diluée. Les grandes concentrations de travailleurs se font rares, plus encore que le plein emploi. Les solidarités se sont relâchées, les banques qui distribuent les crédits s'étant avérées beaucoup plus efficaces que l'affrontement syndical. De crispations en combats d'arrière garde, les troupes syndicales ont fondu en proportion du refus de voir la réalité en face, de rechercher un autre mode de structuration sociale que le travail seul. Le peu qui reste de syndiqués actifs, arc-boutés sur des "acquis sociaux" d'une autre époque, jouent entre eux des combats de chefs de services administratifs qui n'intéressent personne. Quelques missionnaires, par sentimentalisme ou dévouement rationnel, essaient encore d'apporter une réflexion sur le monde du travail, mais la fracture sociale est désormais trop importante pour justifier quelque espoir de renouveau. Les jeunes qui essaient aujourd'hui d'entrer dans le monde du travail, avec les difficultés que l'on sait, ne savent pas ce que c'est qu'un syndicat, n'en ont jamais rencontré ou, pire, ont été écœurés par l'inadéquation entre "la défense des acquis sociaux" et la situation qu'ils vivent. C'est là encore toute une culture qui disparaît. Il existe maintenant des analyses portant sur le travail et la société, mais elles sont rarement le fait de syndicalistes et se contentent le plus souvent de prôner une redistribution des richesses, mais comment ? Là est le nœud de la contradiction fondamentale avec les critères du profit.

### **Tous ensemble... derrière moi !**

Les opposants les plus résolus au système s'organisent et agissent eux-mêmes dans le cadre du dit système, ce qui n'est pas une mince perte de créativité... Par exemple, le grand mot d'ordre du syndicalisme français a toujours été l'union ; mais si "l'union fait la force", l'union sur des bases exclusives est impossible à réaliser, on en a fait l'expérience. De toute façon, la créativité a ses limites et l'on ne crée jamais rien à priori, comme par génération spontanée. Ce qui fait que le seul principe envisageable actuellement soit le principe associatif, sur la base duquel on peut espérer que tout le monde et chacun sera membre actif et responsable de la société. Ce qui ne revient pas à dire qu'il suffit, dans l'état actuel des choses, de réanimer, en faisant preuve de bonne volonté, les associations loi 1901 qui existent déjà et dont certaines ont très bien fonctionné naguère. Le développement des procédures d'assistance, l'individualisme malade, l'abandon des responsabilités ont réduit le fonctionnement associatif à des procédures de cooptation de cadres, comme c'est le cas dans le domaine syndical. Le respect de la légalité, qu'elle soit légitime ou non, a vidé de sens des organisations qui se sont peu à peu éloignées de leurs bases. Un groupe d'adhérents qui nourrirait le projet extravagant de réformer une association de l'intérieur, se heurterait à la fois à la résistance acharnée des "responsables" en place et à l'indifférence meurtrière de ce qu'il reste d'adhérents.

## **Faiblesses de la mutualité**

Le problème atteint des proportions proprement scandaleuses dans le domaine mutualiste. La mutualité, l'aide mutuelle, est l'une des plus anciennes formes d'organisation sociale. Elle s'est particulièrement développée dans les secteurs de la santé et des assurances qui touchent à la prévoyance sécurisante de l'avenir. Elle a connu une incontestable réussite, au point qu'elle s'est heurtée de plein fouet aux intérêts du capital. S'étant laissé imposer une légalité sans base légitime (entre autres, interdiction de dédommagements à cent pour cent), la mutualité est devenue entreprise capitaliste, s'est quelquefois insérée dans la caste des "investisseurs institutionnels", n'a pas su éviter de fonctionner sur les principes inhumains du libéralisme économique. L'exemple le plus frappant de cette dérive est la sécurité sociale qui a été prise en charge et mise en coupe réglée par le pouvoir. Si association et mutualité sont l'espoir de jours meilleurs, c'est donc en dehors de ce qui existe déjà, trop lié au système obsolète. Ce peut alors être une arme efficace de démocratie effective, à condition de se reconstruire sur la base de la responsabilité reconquise pour chacun, dans le cadre d'une étroite liaison entre culture et politique.

## **La diversité culturelle contre l'intégrisme centraliste**

Retour nécessaire à l'exception française en matière culturelle. La France c'est à la base le royaume franc dont le noyau géographique est l'Ile de France, à laquelle sont rattachés des pays divers colonisés au fil des siècles, certains récemment. Sans entrer dans des détails fastidieux, on peut distinguer les régions occitanes : Gascogne, Béarn, Languedoc, Provence et, plus au nord Dauphiné, Auvergne, Limousin. Puis la zone Nord pyrénéenne de la Catalogne et celle du Pays basque, la Corse et, à la frontière Nord de l'Occitanie, le domaine franc-comtois. Enfin, en faisant le tour : Alsace, Lorraine, Pays flamand, Nord, Bretagne, la région de marche Vendée-Poitou-Charentes. Si l'on regroupe les régions occitanes sous la dénomination d'Occitanie, on peut grosso modo identifier chaque région par une langue (un patois pour la région de marche). L'Occitan représente un moyen terme entre Italien et Castillan, à fortes similitudes avec le catalan. C'est une langue à la fois unifiée et non appauvrie par une normalisation académique, dans laquelle les différentiations dialectales jouent un rôle d'enrichissement indéniable. L'égalité, ce saint principe des intégristes républicains, revient à masquer au monde ébahi l'une des plus cruelles et néfastes inégalités qui soient : l'inégalité culturelle. On sait que le Front national la reconnaît, depuis qu'il nous a appris que les Noirs sont manifestement doués pour le sport et la danse. Mais, de grâce, laissons-la-lui : les dons ça se "cultive" précisément et l'inégalité en ce domaine est strictement politique. Mais enfin, il faut bien reconnaître qu'il y a des cultures plus brillantes que d'autres. Mesurée à l'aune de l'universalisme français, c'est incontestablement la culture française la meilleure. Quant à celles des provinces colonisées, c'est bien simple, elles n'existent pas. Ou alors ce serait en infraction à la Constitution. A titre d'illustration anecdotique, cette phrase d'un personnage important de la radio d'Etat, animant une émission culturelle de France Musique, face à Jordi Savall : "La Catalogne, ce n'est pas seulement une région, c'est aussi une culture ?". Sous-entendu : c'est une exception remarquable...

## **Des dégâts psychologiques causés par le mépris**

Ainsi, un jeune occitan d'il y a un demi-siècle a-t-il subi dès sa scolarisation ce processus de négation de sa culture naturelle. Ce qui avait commencé à structurer sa personnalité s'écroulait devant une entreprise qui le sommait de s'assimiler à une autre culture. Oh ! Les différences ne sont pas extraordinaires, mais à partir du moment où coexistent un "bon" comportement et un "mauvais", on se sent volontiers atteint d'une tare honteuse à avoir d'abord adopté le "mauvais". Au lieu de laisser interagir et s'enrichir les

deux cultures, on en impose une. Par nos temps de nivellement mercantile par le bas, le problème ne se pose plus en des termes aussi tranchés. Mais le choc psychologique demeure, moins innocent qu'il n'y paraît. Certains se réfugient dans un refus global, provocateur. Pour peu que l'histoire de leur région leur rende familière une existence "clandestine", armée, on a la Corse ou le Pays basque. D'autres marchent à fond, renient tout pour devenir des gens civilisés, mais ce n'est jamais sans dommages : ceux-là en sont malades pour la vie et se réfugient généralement dans une négation farouche de leur culture de base. C'est dans cette catégorie qu'on trouve vraisemblablement les grands hommes français tachés de sang, comme les Bonaparte corses ou le Thiers marseillais, aussi bien que tous les réactionnaires à la petite semaine qui font de leur identité culturelle un problème intime, un enfermement particulariste. Entre les deux extrêmes, l'immense majorité des colonisés de l'Etat français, sur un éventail de multiples niveaux de perturbation allant de l'une à l'autre. Avec toujours un déficit notable d'épanouissement intellectuel. Les élus des régions au niveau central, soucieux de leur réussite personnelle, qu'ils n'envisagent absolument pas dans leur cadre régional, se préoccupent beaucoup plus de leur activité parisienne dans les sphères du pouvoir que de la démocratie dans leur colonie. Nombre d'intellectuels, artistes, chercheurs, universitaires, trouvant quand même un certain intérêt à travailler "au pays", considèrent comme un signe de sérieux, de reconnaissance professionnelle, de réussite sociale, le fait de ne pouvoir rien décider sans faire au moins un voyage à Paris par semaine... Et la liaison à très grande vitesse entre Paris et Marseille est en train de saccager des paysages provençaux parmi les plus délicats et harmonieux. La perte d'autorité de l'Etat, qui n'a plus d'efficacité économique donc plus de force de rétorsion sociale (même si ses Crs sont toujours capables de frapper aussi fort), entraîne des disjonctions sociales mal vécues. Les uns ne supportent plus le colonialisme intérieur pendant que d'autres s'y raccrochent car sa mise en cause atteint désormais leur structure mentale.

### **La fracture sociale dans le village planétaire**

Examinons enfin la fameuse fracture sociale. Elle est la conséquence d'abord du profit opposé aux hommes, mais aussi de tout cela, le résultat de tous ces malaises et dysfonctionnements. Tous ceux qui estiment qu'existe une masse plus ou moins distincte de sujets "moyens" aux marges de laquelle végètent des "banlieues" sans ressources, donc à risques de délinquance grave, qui nécessitent un traitement spécial tendant à contenir leurs explosions de violence, tous ceux-là se trompent lourdement. Par l'effet conjugué de la dictature du profit et de la perte de culture, la société tout entière se divise en couches imperméables les unes aux autres, incapables de se comprendre entre elles. Les couches les plus meurtries sont en train de fabriquer des être a-sociaux, sans structure de pensée, sans projet de vie. De plus, la résonance de ce phénomène est planétaire. La conséquence au niveau des Etats-nations "riches" est l'attraction qu'ils exercent sur les plus pauvres des pays pauvres, qui les connaissent au travers de leur passé colonial, qui se sont vu eux aussi imposer une culture étrangère et qui cèdent au mirage d'une émigration qui devrait leur permettre de ne pas mourir de l'intégrisme, de la violence ou de la faim que le colonialisme leur a imposés comme seul horizon. Ainsi, nos braves français moyens sont confrontés à des communautés "étranges", de cultures fort différentes, qui aimeraient bien s'intégrer mais qui, malaise oblige, sont sommées de s'assimiler. La communication est coupée : c'est de moins en moins possible au fur et à mesure que la culture se détruit.

Pour ce qui est du colonialisme externe, comme pour ce qui est du colonialisme interne, on pourrait nourrir l'illusion que les générations de la télévision, cette niveleuse au-dessous de la ceinture, adoucit les angles en fabriquant des modes de pensée. Il n'en est rien car cette télévision est anticulturelle, coupe matériellement comme psychologiquement la communication, les passerelles qui pourraient s'établir. De ce contexte d'isolement individuel ("... la télévision, cette prothèse vénéneuse de toutes les solitudes." : Max Dorra, professeur de médecine, Paris V, Manière de voir, mars 1997), les premiers à en supporter

les lourdes conséquences sont les plus pauvres, au nombre desquels la plupart des immigrés récents.

### **Décadence des « couches moyennes »**

Sur le plan matériel, le long de l'échelle sociale, tout le monde est atteint et les couches moyennes, aisées il y a vingt ans, éprouvent de plus en plus de difficultés. Il n'est donc pas surprenant que le nombre des gens contraints de survivre "en marge", sans même un abri où passer la nuit, augmente chaque jour. Si l'on considère les jeunes qui devraient avoir le droit de penser un avenir de dignité humaine, le constat est effrayant. En bas de l'échelle, ceux qui sont très pauvres n'ont généralement jamais vu leurs parents exercer un emploi stable ou seulement travailler. Ils ont eux-mêmes subi l'école comme un bain où ils n'ont rien appris que la violence. A part voler et trafiquer de la drogue, ils ne peuvent rien envisager qui leur assure leur autonomie de jeunes adultes. En haut de l'échelle on rencontre de plus en plus souvent des jeunes qui ont eu toute leur vie empoisonnée par le travail scolaire intensif, la mentalité "gagne ou crève", qui, issus de milieux bourgeois, aisés, cultivés, ont quand même réussi à s'intégrer dans ce qu'on appelle de façon hautaine l'élite. Combien, au bout de ce chemin ardu, nantis de diplômes qui ont été prestigieux, grandes écoles, thèses, se retrouvent dans l'obligation de s'inscrire au chômage ? L'exclusion est à tous les niveaux...

### **Chacun pour soi et les charognards veillent !**

La société est ainsi morcelée en strates de milieux différents qui s'ignorent littéralement, qui sont incapables d'imaginer "l'autre", alors qu'au fond le même désespoir, la même rage sont au rendez-vous. Une perspective fédératrice fait cruellement défaut. Les politiciens, qui ne savent plus penser à rien d'autre qu'à leur réélection, appliquent là-dessus des recettes démagogiques qui tentent d'emporter l'adhésion des uns ou des autres selon les circonstances. Il est évident qu'ils sont totalement disqualifiés pour proposer une solution, d'autant que la situation n'incite plus à croire en la délégation de pouvoir. Le citoyen moyen cependant a été mis depuis longtemps dans une attitude d'assisté, n'imaginant pas de prendre son propre destin en charge...

Sur ce champ de bataille dévasté planent des charognards. Ils visent le pouvoir absolu, la société militarisée, bouclée, débarrassée de ses "éléments malsains", les immigrés en premier lieu, mais aussi tous ceux qui ne pensent pas comme eux, tous ceux qui refuseraient de se faire leurs thuriféraires. Le Front national, lui, fait de la politique, analyse la situation et se dote d'un projet social. Il intervient avec éclat sur la scène publique, provoquant pour accuser les autres de ses provocations et élargissant ainsi chaque jour son champ de "normalité" face à une classe politique maladroite et inopérante. Il investit tous les domaines où la culture pourrait s'exprimer : associations, syndicats, instances politiques. Il y instille son anticulture mortifère : neutralisation de ce qui reste de conscience culturelle, banalisation des idées simplistes et assassines qui prennent leur fondement dans la nuit des temps, le refus de responsabilité, la recherche de boucs émissaires. C'est toute l'horreur du populisme : tout allait mieux "avant", il faut revenir aux "vérités" que dicte l'ignorance, rien ne vaut le "bon sens populaire", la connaissance scientifique est une perversion. C'est l'étouffement intégral des consciences. Ceux qui adhèrent aux thèses du Front national le font trop souvent sans savoir de quoi il retourne, mais en opposition consciente, provocatrice, déterminée, à l'insupportable classe politique. Le programme économique est effrayant : c'est le libéralisme poussé jusque dans ses derniers retranchements. Couverture sociale strictement proportionnelle à ce qu'on peut s'en payer auprès d'organismes privés. Suppression de l'impôt sur le revenu, remplacé par une augmentation de la Tva (30% de taxes sur le pain quotidien, cela est-il équitablement réparti entre celui qui ne peut manger que du pain et celui qui n'en mange pas avec ses ortolans ?). Augmentation des dépenses publiques et d'insécurité : police, gendarmerie, prisons, augmentation de 50% du budget

des armées. Expulsion de 3 millions (sur 3,6) d'étrangers en même temps que fermeture des frontières. Les libéraux "sauvages" n'osent pas aller jusque là, d'une part parce que la libre circulation du profit est leur fondement, d'autre part parce que l'application stricte de ces mesures nécessite une réactualisation à grande échelle des pogroms, des camps de concentration et des chambres à gaz. Il est à craindre que les argumentations logiques, analytiques, qui tentent de combattre le Front national sur un terrain qui n'est pas le sien soient parfaitement inopérantes et même qu'elles se retournent à son profit, si l'on refuse de prendre en considération la désespérance politique de ses électeurs, leur prise de position sentimentale, irraisonnée. Les arguments rationnels à leur opposer sont nombreux et irréfutables, mais ils sont en porte à faux, hors du champ de conviction des fascistes ordinaires. La situation est extrêmement grave dans la mesure où le problème culturel de base peut difficilement trouver une solution à terme très rapproché.

### **L'esprit associatif prendra-t-il le relais des idéologies ?**

Pourtant, il se passe des choses intéressantes au niveau associatif pour l'autonomisation relative des plus défavorisés par exemple, dans des groupes de réflexion faisant une analyse cohérente de la situation et, dans une certaine mesure, dans les actions, manifestations publiques d'opposition qui débouchent sur une relative coordination. Les partis politiques et les syndicats s'essouffent en général à courir pour prendre le train en marche. Hélas, le train ne va pas loin faute de projet fédérateur, de coordination reconnue comme légitime par tous. Quand, en sens inverse, ce sont les organisations traditionnelles qui réussissent à grand peine à mettre sur pied quelque chose de coordonné, cela tourne invariablement à la grand messe républicaine agrémentée du charme discret de la langue de bois. Il est plus que rare qu'on y parle de culture, ou alors comme par inadvertance ou encore dans le sens restrictif de l'institution, c'est à dire à la limite en termes de subventions ou de statut des intermittents du spectacle, problème second (du type : «mais que fait donc le gouvernement ?») bien qu'il soit vital pour les intéressés.

### **La commune à la base de la citoyenneté...**

A reconnaître le rôle premier de la culture, on est obligé de souligner l'importance de la culture de base, du rétablissement d'un courant de convivialité au moins à l'intérieur des différentes strates sociales, puis entre elles, etc... Sur le plan institutionnel, cela souligne l'importance primordiale de la commune. C'est à ce niveau d'abord que les "citoyens" peuvent devenir des individus socialement responsables, prendre l'habitude de se préoccuper de leurs propres affaires, renouer des liens entre eux, prendre conscience de leurs disparités et s'entraider à les surmonter. C'est à ce niveau que doit se mener la première lutte pour la démocratie directe, face à un conseil municipal devenu domaine réservé des notables, base de tous les affrontements électoralistes. C'est d'autant plus évident que l'inefficacité des instances nationales s'accompagne d'une efficacité grandissante au niveau local, non par souci de décentralisation, mais parce que c'est là que les réalités prennent corps, ne serait-ce que par la force des choses. Malheureusement, actuellement, les notables municipaux n'ont d'autre souci que de composer directement avec le gouvernement, le Conseil général, voire la Communauté européenne, par l'intermédiaire de dossiers débordants de technocratie. Les actuelles lois Pasqua-Debré sont le fruit sec du centralisme français : refus de la différence qui condamne les immigrés et plus généralement toutes les cultures minorisées et qui sert d'aliment au fascisme ordinaire. Le niveau local est la bonne échelle pour prendre conscience de la différence et accepter de s'en enrichir plutôt que de s'entredéchirer. De ce point de vue Marseille est un exemple intéressant : l'exclusion, le racisme, sont le fait de communautés "homogènes" aisées des quartiers Sud aussi bien que misérables des quartiers Nord. Le centre ville est un merveilleux espace de brassage culturel, de différences respectées, somme toute d'intégration (phénomène réciproque) : quand on y trouve des gens intolérants, ils le sont d'ailleurs tout autant vis à vis des Sdf

"blancs" que des maghrébins, ce qui est bien la preuve de ce que le racisme affiché est en premier lieu d'essence économique.

### **...Mais pas dans n'importe quelles conditions**

La démocratie, la justice sociale sont légitimes, mais nécessitent leur prise en compte effective par des individus socialement responsables : leur légalité ne mène généralement pas loin, l'expérience le montre d'abondance. Elles sont indissociables de la lutte pour le pluralisme culturel. Leur développement apparaît comme le seul moyen de desserrer l'étau de l'argent, notamment au niveau électoral. Il est en effet peu réaliste de faire abstraction de la nature des mécanismes électoraux pour organiser une "représentation représentative". On sait trop bien que ladite représentativité est totalement obérée par le "lobby" de la classe politique, l'argent étant à ce niveau l'arme primordiale. A moins de ne rêver d'une rupture totale type éruption du Vésuve anéantissant Pompéi, d'ailleurs inévitablement synonyme d'intolérance dévastatrice, le seul moyen envisageable pour contrer cette emprise de l'argent, est bien de susciter une culture, une clairvoyance, un dynamisme locaux en premier lieu. Alors, ceux qui prétendent représenter les gens sont ceux qui vivent au plus près de leurs préoccupations, ne comptent pas sur un financement ou une campagne électorale télévisée, mais sur leur engagement social. Et cet engagement apparaît immense. Il ne s'agit pourtant pas de définir une sorte de "sainteté sociale", mais bien plutôt un phénomène de prise en compte de l'autre : ceux que cela motive représentent les autres en connaissance de cause et sous leur contrôle, dans un but précis, et non pas pour cinq ans quoi qu'il arrive... Dans l'immédiat, c'est inimaginable au niveau des appareils politiques classiques, mais c'est au moins une mise en cause de toutes ces énergies perdues en supputations, alliances et contre alliances électorales dont le but est d'abord de "conquérir des sièges". Le mariage de la carpe et du lapin, si communément célébré ces dernières années, ne mène à rien, on en a fait l'expérience.

### **Le pays**

Ainsi, de la commune on peut passer au regroupement de communes, non pas pour perdre de l'autonomie et fournir une marge de manœuvre intéressant les accumulateurs de profits, mais pour mettre en commun des intérêts convergents. Cela débouche naturellement sur la notion de "pays". Notion profondément troublée, dévalorisée, par le projet Pasqua de 1995 qui se limite en gros à la définition de bassins d'emplois. Se superposant à la structure archaïque, complexe, de l'Etat français, ce n'est en gros qu'une toile d'araignées dont on espère qu'elle prendra suffisamment vite la poussière pour constituer un voile de plus à l'inconsistance politique inhérente à l'Etat, tout en attendrissant les esprits chagrins attachés à leur niche vernaculaire.

En fait, à cet échelon comme à celui de la région auquel on va s'intéresser, l'obstacle majeur réside en l'existence de deux instances qui n'ont plus aucune justification sociale. La première, c'est le département, structure policière napoléonienne au milieu de laquelle siège le commissariat central, c'est à dire la préfecture. La seconde, c'est la structure "élective" qui s'y rattache : le Conseil général. Le mal fait par les Conseils généraux est immense. Ce sont des tremplins pour les ambitions sénatoriales des notabilités contre la démocratie, aspect caricatural du centralisme. Les Conseils généraux sont des "incontournables" de la structure étatique française, des bases solides du clientélisme qui disposent de budgets importants et en profitent pour concurrencer et si possible étouffer les régions aux budgets beaucoup plus modestes. Les cantons sont un contre-pouvoir régional par excellence.

Le pays est une alternative très intéressante, s'il n'est pas ce qu'après Pasqua, le Conseil économique et social, Gaudin et Raoult ont voulu en faire. Admettons que l'on puisse remplacer le département des Bouches du Rhône par : Marseillais, Pays d'Aix, Salonnois, Pays d'Arles. On obtient une répartition fondée non pas sur des enjeux électoraux mais sur des entités culturelles. On peut espérer à ce niveau faire jouer à fond la dynamique sociale

et économique qui émane de l'homogénéité culturelle lorsqu'elle a la possibilité de se manifester. C'est d'ailleurs un phénomène que les économistes spécialistes du développement de ce qu'on appelle les "micro régions" commencent à étudier sérieusement comme réponse aux dérèglements de la mondialisation.

### **La région**

La fédération de pays débouche tout naturellement sur la région. A ce niveau, la démagogie et l'opposition républicaine ont fait tant de mal en France, qu'il est préférable de bien définir les choses. Entre autres dès qu'il est question de régions (au pluriel) et non plus de province (au singulier grisâtre) il se trouve toujours un jacobin de bonne volonté pour souligner le danger de l'enfermement particulariste. Il est donc utile d'exercer un minimum de logique, se demander comment expliquer la dualité de fait Paris-Province dans une république réputée une et indivisible. L'"universalisme" français n'est-il pas en fin de compte un repliement sur le centre, un narcissisme malsain qui spolie le reste de la France, tenu d'admirer sans réserve un nombril qui n'est pas le sien ? En tout cas, si l'on observe les déséquilibres économiques entre l'Ile de France et les autres régions, il est difficile de ne pas y penser. Quoi qu'il en soit, le fédéralisme n'est pas appelé à faire bon ménage avec l'enfermement identitaire.

### **Cultures régionales en péril**

Les cultures régionales existent encore, pas pour longtemps si le cours des choses n'est pas infléchi. L'argent pollue tout, produit et diffuse par l'intermédiaire des médias (gare donc au "multimédia"... ) un maigre brouet, si clair, si inconsistant, qu'il peut être avalé par tous les peuples du monde (profit !). Son absence de goût devrait alerter ceux qui tiennent aux sensations physiques et mentales qui les structurent. Car à ce régime là, tout ce qui a du goût devient rapidement trop fort, intolérable, voire malsain. Vive la "world music", à la rigueur vive la musique folklorique (au mauvais sens du terme : fossilisée) et fi donc des traditions musicales : les unes, de plus en plus édulcorées, sont la coqueluche du monde entier, les autres "prennent la tête" (français contemporain) parce qu'elles sont vivantes autant qu'élaborées, exigeantes parce qu'elles demandent à être comprises.

### **Le danger de la « maintenance »...**

Alors, parmi ceux qui refusent d'admettre que la gastronomie ça puisse être MacDonald, il y en a inévitablement un certain nombre qui, par réaction, veulent mettre leur culture en conserve. Mais comme le chantait Brassens dans "La non demande en mariage", si l'on enferme la pomme défendue dans un bocal "elle est cuite, elle a perdu son goût nature". Globalement, l'humanité consomme de plus en plus de surgelés, y compris culturels : la culture véritable est remplacée par un mélange de prêt à consommer sans goût et de culture régionaliste, c'est à dire de culture régionale mise en conserve pour exploiter les nostalgies. Cet aspect des choses est très familier dans les régions françaises où, de plus en plus, les conserves sont réalisées par le Centre. Les gens dans les régions, dépossédés de leur culture, se raccrochent avec enthousiasme aux cultures régionalistes pour essayer de cerner leur identité et régresser par la même occasion. Car le problème c'est que ces cultures sont conformes à la vision folkloriste du Centre et, même si cette vision s'appuie sur des détails réalistes, la catastrophe est inévitable car il ne s'agit que de culture inventoriée, figée, morte. C'est en ce sens que des créateurs régionalistes très célèbres, comme Pagnol en Provence, sont de fait des vecteurs de la mort culturelle. Il faut peut-être le rappeler : la culture, ça se vit au quotidien, ça évolue, ou bien c'est mort.

### **...Et celui de l'enfermement**

Partis des problèmes de structuration démocratique de la société, nous voilà rendus en plein cœur des problèmes de culture. Déviation ? Que non pas : la question est fondamentale. Le Front national qui, hélas, compte maintenant des "penseurs", l'a bien compris. Quoi de plus antidémocratique, antirégionaliste que la notion de chef suprême, de führer ? L'expérience, puisque, hélas, nous l'avons faite, montre en effet que la culture est la cible favorite des municipalités Front national. Et, en même temps, le discours populiste de ce ramassis met en avant, glorifie, la culture régionaliste. C'est un éclairage plus qu'intéressant sur l'attitude de tous les réactionnaires, toujours favorables au folklore passéiste. La morale de l'histoire consiste bien en ceci : ce n'est pas parce que les pires réactionnaires dévoient et tuent la culture sous prétexte de lui redonner toute son importance, qu'il faut que ceux qui se veulent progressistes la rejettent sans appel, mais cela est le drame profond de l'intolérante société française...

### **La région rêvée et la région administrative**

Ces précautions prises, il apparaît clairement que la région est la première instance politique fédérative des communes, des pays, donc une base solide. Mais cette région est déjà une communauté pluri-culturelle par essence, au sein de laquelle le militantisme doit être d'enrichissement par les différences, de représentation fidèle d'un ensemble social responsable, qui se prend en charge. Il faut bien le constater, c'est à peu près exactement l'opposé de ce que sont les régions administratives françaises, lieux de déconcentration du pouvoir, toujours contrôlées par le Centre. Celui-ci y opère des transferts de charges de plus en plus lourds, et non pas de responsabilités, et la société régionale n'y peut exercer aucun contrôle. Il est alors évidemment simple d'accuser les régions de favoriser l'éclosion de "petits potentats locaux" qui, s'ils apparaissent "locaux" n'en sont pas moins à peu près uniquement des agents du pouvoir central. Par le jeu subtil du cumul de mandats, si prisé en France, ce peuvent même être des membres du gouvernement... C'est cette logique nocive qu'il faut remettre en cause et non pas la notion de région, bien qu'il y ait un travail important à faire pour redéfinir des régions culturelles que les régions administratives recourent si peu.

La notion de région dont il est question ici est avant tout une notion ouverte. Les solidarités interrégionales, pour avoir un sens réel, doivent surtout oublier les frontières (naturelles ?) des Etats-nations. Il est évident que les coopérations les plus immédiates se manifesteront plutôt entre Languedoc et Catalogne, Provence et Piémont par exemple, qu'entre Gascogne et Picardie. Ce qui n'a pas la prétention d'exclure des relations encore plus naturelles, bien que trop peu établies, entre Languedoc et Provence... L'idéal à atteindre dans ce processus fédératif, c'est évidemment une Europe des régions. Pour en arriver là, il aura fallu beaucoup d'évolutions, la disparition des départements, des Conseils généraux et même... de l'Etat central. Ce n'est malheureusement pas à l'ordre du jour de la prochaine décennie, mais de quoi ont besoin aujourd'hui les sociétés européennes, sinon précisément de projets fédérateurs ? L'Europe de Maastricht, celle des Etats-nations commissariats de police d'un champ commercial unifié, est une machine de guerre libérale, certes. Encore une fois, il ne faut pas prendre prétexte d'une conception inacceptable de l'Europe pour s'enfermer dans les Etats-nations, mais bien plutôt lui opposer une conception positive. Quoi qu'il en soit, aussi néfaste que soit une réalité, du fait même que c'est une réalité, rien ne sert de se borner à la nier. Ou plutôt si, cela sert au bout du compte à la justifier. S'en servir pour proposer autre chose est une démarche autrement constructive. En cette fin d'époque où ceux qui vivent des institutions ne peuvent que penser à les faire perdurer pour continuer à en profiter, tracer une perspective d'avenir ne peut être le fait que de ceux de qui c'est l'intérêt primordial : les sujets ordinaires de l'Etat. On peut arguer que c'est là une utopie d'autant plus folle qu'il y a longtemps que les pouvoirs ont concentré le contrôle de tout ce qui, aujourd'hui, est indispensable à la vie sociale, la production d'énergie ou les transports



en particulier. C'est s'en tenir à un point de vue par trop légaliste, car ce qui importe le plus, c'est l'évolution des mentalités. Est-ce une loi qui a ordonné la chute du mur de Berlin ?

### **Et la Provence donc ?**

Oui mais, dira-t-on, de toute façon la Provence s'avère être une terre fasciste qui abrite les quatre municipalités Front national de la France... C'est aller vite en besogne et mieux vaut essayer d'évaluer la situation. La spécificité française est d'ignorer les différences culturelles. On s'étonne donc candidement que le "Midi rouge" ait permis la concrétisation locale de la menace fasciste. De fait, depuis des siècles, sur cette terre provençale de grande tradition agraire, vit une bourgeoisie de robe, de plume, d'affaires qui puise ses richesses dans ses propriétés terriennes et sa fierté, son honorabilité dans son rapport étroit au pouvoir central. C'est une sorte de colonialisme retord qui permet de prospérer à une classe sociale peu ouverte au changement. Alors que le "Midi rouge" c'est le souvenir populaire de toutes les oppositions au pouvoir central, à Napoléon III, la Commune de Marseille, la résistance, l'engagement socialiste, les grandes luttes paysannes et ouvrières des fameuses "trente glorieuses" qui ne furent pas tellement glorieuses pour les travailleurs de Provence, à commencer par ceux des chantiers navals. Les Provençaux de souche (disons ceux qui sont nés ou vivent ordinairement en Provence) sont à peu près la moitié des habitants et encore moins dans les couches de population actives. Cela représente une perte de substance culturelle non négligeable, quand on sait que le plus gros de l'immigration vient de l'Europe du Nord, au-dessus de la Loire et bien au-delà (plus de 80%) et que La Provence est de moins en moins provençale. La réalité d'aujourd'hui c'est la culture massacrée, l'absence de souvenirs et de projets communs à la jeunesse provençale, c'est à dire à l'ensemble des jeunes de toutes origines qui vivent en Provence. Il ne s'agit plus d'une réaction d'enfermement identitaire. Les tenants d'une dynamique sociale "plate" au nom de la France une et indivisible, aussi bien que le Front national désespèrent une société qui, soit élément rapporté, soit autochtone déraciné, a perdu tout repère. Le folklorisme fabriqué conduit à consacrer Brigitte Bardot comme "un auteur du cru" (Le Chevalier, maire Fn de Toulon), mais c'est aussi ce que savent faire tous les partis nationaux depuis la III-ème République...

En fait, s'il y a une "provençalité", c'est le caractère suraigu d'une crise économique qui affecte particulièrement la Provence. Depuis longtemps ici, l'évolution vers la modernité pose beaucoup plus de problèmes qu'elle n'en résout et c'est toujours une question de culture à la base. La Provence est l'archétype de la province vouée aux vacances, au tourisme, peuplée de fainéants qui se dorment au soleil et personne ne semble s'être rendu compte que c'est "un pays froid où le soleil est brûlant", selon la très juste image de Jean Giono. Comment un pouvoir distant qui véhicule cet état d'esprit colonialiste pourrait-il exercer une action cohérente pour insuffler de la dynamique sociale et économique ? De plus il ne faut pas oublier que Marignane et Vitrolles sont des exemples fantastiques : ces agglomérations sont passées en moins de trente ans du statut de petits villages au bord de la mer de Berre à celui d'univers concentrationnaire du libre échange qui écrase les individus, par simples décisions administratives d'intérêts supérieurs qu'il n'y avait pas lieu de discuter. Ceci n'est certes pas une justification du fascisme, qui n'en a pas, mais un élément de réflexion pour l'avenir...

### **Les militants culturels et l'autonomie régionale**

La culture est politique et c'est une faiblesse des militants régionalistes de ne l'avoir point suffisamment intégré. Par contre, il est très préjudiciable de vouloir faire de la politique avec la "politicaille" qui sévit de nos jours. La tentative de certains de s'insérer dans le système électoraliste dit national, à la recherche d'une "représentativité" hypothétique, travaille contre la responsabilité. Le phénomène d'aspiration produit par le centre du pouvoir, éloigné, ne peut conduire qu'à l'assimilation à la sphère dudit pouvoir. Le travail politique au vrai sens du terme ne peut avoir pour cadre que le niveau local, régional. Là, de

bons résultats peuvent être obtenus, à condition d'y consacrer une énergie considérable, d'autant plus que la densité de population est grande. C'est cependant le seul cadre dans lequel il soit possible de conforter la responsabilité individuelle et de faire évoluer les esprits de manière à rendre inacceptables les actuelles forfaitures du pouvoir. Ce n'est pas la "bonne volonté des élus" qui produira cet effet...

La dictature de l'argent, l'exclusive de la "démocratie électoraliste" n'expliquent pas entièrement que de telles idées ne soient pas mieux entendues. Il y a aussi le poids écrasant des structures étatiques françaises qui ne favorisent pas l'émergence d'un point de vue neuf. Il y a aussi le poids écrasant du colonialisme culturel qui nous empêche de nous épanouir, de vivre notre propre culture sans culpabilité, sans complexe, au jour le jour, c'est à dire dans le monde moderne tel qu'il est, sans en référer constamment à l'aval du centre. Au siècle dernier, en une époque où la pression était certes considérable, mais la colonisation non encore aussi écrasante, Victor Gelu appelait cela "Marcher sus lo pè francès". Il y a toujours un aspect de maintenance, de félibrige, de mise en conserve, qui alourdit le pas comme de la glaise molle qui collerait aux chaussures. Il est naturel de se retrouver entre soi en milieu rural, il ne l'est pas du tout de s'imposer en milieu urbain, agressif, pluri-culturel, morcelé par la fracture sociale. Pourtant, les choses étant ce qu'elles sont, c'est bien là qu'est la source d'une dynamique régionale de l'avenir, d'une transformation du monde. Mon propos, peut-être démesuré, serait de faire prendre conscience de cette réalité à toutes les bonnes volontés qui se contentent de petites réunions ronron où l'on refait le monde agrestement entre amis.

Il est seulement question ici d'insuffler de la dynamique sociale par la responsabilité et la prise de décision rapprochées. Cela n'est pas une vue de l'esprit, l'expérience en montre l'efficacité. Il n'est par contre absolument pas question de mettre en place des processus conservateurs, de maintenance : le témoignage sur le passé, il faut le laisser aux ethnologues. Le destin même de la langue occitane, aujourd'hui si riche de création et si enfermée dans des cercles restreints, est des plus aléatoires, mais il ne sera que ce que les événements en feront. Gardons-nous donc surtout d'un félibrige du XXI-ème siècle. Par contre, le militantisme qui pousse à ouvrir des écoles primaires bilingues (Calandretas) puis, dans un avenir qu'on espère assez proche, des collèges et des lycées (ça se fait en Bretagne et au Pays basque) apparaît fondamental. Ca peut être une esquisse de solution à la débâcle de l'enseignement public et c'est en tout cas un outil irremplaçable pour replacer les cultures régionales en situation de normalité. Ce pourrait être un moyen de sauver les langues, s'il y a prise sur la réalité sociale. A Marseille même, une association ouverte (Lo Liame) qui s'adresse aux jeunes par l'intermédiaire de la musique, s'en servant pour placer en situation "de normalité" la langue provençale, connaît une réussite significative ; au même titre que le groupe raggamuffin Massilia Sound System qui opère selon le même principe.

Se préoccuper de culture seulement, l'expérience nous montre que cela conduit à la maintenance conservatrice qui nie la vie. Se préoccuper de politique seulement, l'expérience nous montre que cela conduit à la délégation, donc à l'abus de pouvoir. La ruine sociale guette des deux côtés... non seulement en Occitanie, mais dans le monde entier.

### **La relation entre culture et travail structurant : le défi à relever !**

Pendant ce temps, le chômage, processus irréversible, inspire des bricolages dérisoires qui prétendent le freiner sans jamais tirer les leçons sociales d'une évolution technologique elle-même irréversible. Sous le fallacieux prétexte d'un louable souci humanitaire, de "bons apôtres" prônent la réduction générale du temps de travail sans préciser au prix de quels sacrifices financiers, ou encore la création de fonds de pensions qui prétendent assurer une retraite décente à tous alors qu'ils sont une machine de guerre du capital financier. Le déficit culturel, l'ignorance, permettent que se développent des visions folles de la société telle, exemple entre mille, l'idée qu'il n'y a pas d'argent. Comment un S.d.f. pourrait-il imaginer qu'il fait partie d'un lot de quelques milliards d'individus qui, tous ensemble, ne possèdent pas plus d'argent que les 358 personnes les plus riches de la

planète ? D'autre part, le travail temporaire et à temps partiel représente 75% des emplois créés en France depuis trois ans...

Le travail en tant qu'activité déployée dans un emploi salarié, dans le cadre du système de production de biens et services marchands, est de moins en moins une valeur sûre de la vie quotidienne. Ce n'est plus l'instrument majeur de l'épanouissement individuel et le nœud du lien social. Hannah Arendt a proposé de classer les activités humaines en quatre catégories non réductibles les unes aux autres :

- les activités de culture, de formation, d'éducation, de contemplation, qui sont à mon sens la clé du comportement individuel face aux autres activités,
- les activités individuelles, amoureuses, familiales, amicales,
- les activités collectives relationnelles, la politique au sens large,
- les activités collectives de production de biens matériels, de services, de biens sociaux.

L'Humanité vient de vivre près de trois siècles d'un temps social rythmé, structuré, par le travail et se trouve maintenant, par la force des choses, face à une alternative : ou bien accepter l'esclavage économique, la misère, la mort, ou bien se trouver d'autres motivations, mettre en avant les autres catégories des activités humaines. Nous ne vivons pas une nouvelle révolution industrielle, mais la mise en place de processus de plus en plus complexes d'informatisation, d'automatisation, qui libèrent l'homme du travail. La croissance du Pib n'est plus du tout synonyme de création d'emplois traditionnels, sauf à accepter de crouler sous des montagnes de gadgets inutiles, ce qui n'arrange personne. En France, entre 1975 et 1995, le Pib a augmenté de plus de 70%, le nombre des chômeurs a été multiplié par cinq et celui des exclus a été multiplié par dix...

### **Vers un autre projet de société ?**

On ne peut raisonnablement séparer une politique cohérente de réduction du temps de travail salarié d'un projet de société qui aille à l'encontre de la logique meurtrière de l'économie de marché. Il est plus que temps de penser à l'épanouissement humain que les nouvelles technologies correctement utilisées permettent d'envisager. Des mesures conservatrices ponctuelles ou "correctives" ne serviront jamais de politique d'ensemble. La question cruciale est celle du découplage entre l'évolution du pouvoir d'achat et l'évolution de la quantité de travail exigée. Il s'agit bien au fond de la réorganisation sociale du travail, axée sur une redistribution des richesses et des revenus. Ce projet de dépassement de la société salariale est en opposition flagrante avec l'actuel procès d'accumulation du capital. C'est peu dire qu'il ne suffit pas d'attendre d'un gouvernement, aussi bien intentionné soit-il (ça, c'est un vœu pieux...), qu'il prenne des mesures pour lui suicidaires. Il est donc exclu d'attendre quoi que ce soit d'une quelconque légalité. Ce qui importe, c'est l'évolution des mentalités attentives à la légitimité. Les activités collectives relationnelles revêtent alors la plus grande importance : le temps est venu de développer la responsabilité individuelle par un lien étroit entre culture et politique. Le temps est venu de mettre fin à la délégation de pouvoir, au pouvoir lui-même. Cela est rigoureusement impossible ou tout à fait réalisable selon qu'on se limite à la stricte légalité des structures existantes ou qu'on travaille à engendrer une dynamique sociale d'évolution qui modifie radicalement les états d'esprits. Cela ne peut se passer ni globalement ni sous la responsabilité de l'institution, ce qui souligne encore le caractère fondamental d'une intervention responsable à la base.

Jean-Claude Latil, Avril septembre 1997